DU CARLOALBERTISME AU VICTOR-EMMANUELISME (1821-1870)

Jean-Marcel GOGER

De 1796 à 1814, le drapeau tricolore vert-blanc-rouge est porté par une Italie pro-française et novatrice, dont les limites maximales englobent la Lombardie, la Vénétie, le Trentin, les Marches et les ex-légations romaines (Bolonais et Romagne). Avec Milan pour capitale, cet état forme successivement la République cisalpine, la République italienne puis le Royaume d'Italie. Calqué sur les couleurs de la Grande Nation française et révolutionnaire, le tricolore italien exprime deux appétits conjugués d'indépendance nationale et de modernisme politique.

De 1848 à 1946, après avoir été frappé en son centre avec les armes savoyardes, ce drapeau révolutionnaire est repris par les souverains de la Maison de Savoie, lesquels règnent sur l'Italie unifiée après 1861. A la fin du XIXe siècle, sous Humbert 1er, les couleurs italiennes deviennent le symbole d'une nation en mal de puissance : elles en perdent progressivement leur symbolique de libre adhésion collective, à la française, pour revenir à l'illustration d'une volonté de puissance dynastique.

Cette évolution témoigne moins d'une dérive que d'un retour aux sources, car la rencontre du nationalisme à la française avec la dynastie savoyarde semble pour le moins fortuite et limitée dans le temps. Dans l'Italie stabilisée de la période 1748-1792 en effet, *l'illuminismo* italien n'inspire guère les souverains savoyards, qui sont devenus rois de Sardaigne en 1720. Entre 1740 et 1790, dans la Péninsule, les réformes éclairées concernent surtout le Milanais autrichien, la Toscane des Habsbourg-Lorraine et les Deux-Siciles du Bourbonien don Carlos.

Dans le Royaume de Sardaigne, Charles-Emmanuel III se contente de quelques mesures anti-cléricales, sans relâcher la coercition culturelle (1730-1773). Son successeur Victor-Amédée III accentue d'ailleurs la dimension absolutiste et militariste de son administration (1773-1796). Au départ, peu d'éléments prédisposent l'Etat sarde au rôle de rassembleur libéral qu'il joue de 1831 à 1870, sous les règnes de Charles-Albert et de Victor-Emmanuel II. Vues à long terme, les versions carloalbertiste et victoremmanueliste du patriotisme italien apparaissent comme des apports transitoires dans le processus d'affirmation nationale. D'où le propos de la présente communication, qui revisitera pour l'essentiel les détours de l'unitarisme à la piémontaise[1].

• La frilosité de la Maison de Savoie avant Charles-Albert (1798-1821)

De 168 av. J-C jusqu'à 568 après J-C, l'Italie est regroupée sous l'égide des institutions romaines. Commencée avec la conquête de la Ligurie gênoise par Rome, cette unité cesse avec le partage de la Péninsule entre les Byzantins et les Lombards. Ensuite, malgré la survivance d'un italianisme culturel dans les élites, la Péninsule vit dans la division, jusqu'à l'unification politique de 1861.

Au Moyen-Age, la pratique du césaro-papisme suscite de surcroît la domination étrangère, sous couvert d'apporter la protection d'une puissance séculière à la papauté. Inaugurée de 774 à 887 par l'Italie carolingienne, cette coutume de type vassalique trouve sa meilleure expression avec l'intégration de l'Italie au Saint-Empire romain germanique, entre 962 et 1250 (d'Othar 1er le Grand à Frédéric II Hohenstauffen). En 1559, à l'issue de guerres d'Italie qui opposent les hégémonies françaises et aragonaises, les Habsbourg d'Espagne instaurent pour une longue période leur tutelle sur la Péninsule.

En livrant le trône madrilène à une dynastie bourbonienne, issue de Louis XIV et de l'infante Marie-Thérèse, la guerre de succession d'Espagne provoque la

---

[1] P. Guichonnet, *Histoire de l'Italie*, Paris, PUF que sais-je ? 286, réed. 1994, p. 75 ;
J. Vidalenc, *Le monde à la fin du XVIIIe siècle, 1750-1789*, Paris, Masson 1969, pp. 107-109 ; A. et J. Sellier, *Atlas des peuples d'Europe occidentale*, Paris, la Découverte, 1995, pp. 43-46.

redistribution des Etats italiens, entre 1713 et 1748 (du traité d'Utrecht à celui d'Aix-la -Chapelle). A l'issue de cette nouvelle répartition, l'Espagne sauve une partie de sa prépondérance après avoir d'abord consenti de gros abandons à l'Autriche.

Dix Etats italiens se partagent désormais l'Italie : au sud, le Royaume des Deux-Siciles revient avec Naples aux Bourbon-Sicile, de souche espagnole. Le centre comprend les états pontificaux et le duché toscan des Habsbourg-Lorraine. Le nord est divisé en huit états : les trois républiques oligarchiques de Venise, Gênes et Lucques sont maintenues ; Modène demeure aux ducs d'Este ; le duché de Milan revient directement aux Habsbourg d'Autriche ; les duchés jumelés de Parme et Plaisance échoient aux Bourbon-Parme, eux aussi d'origine hispanique. Enfin, la Maison de Savoie reste assise sur son état frontalier, un duché alpestre qui unit la Savoie au Piémont depuis le Moyen-Age.

Le premier XVIIIe siècle renforce toutefois les positions piémontaises. Pour prix de leur alliance avec l'Autriche contre l'Espagne, les souverains savoyards sont généreusement gratifiés par les traités de 1713 et 1748 : outre le marquisat de Monferrat, tombé en déshérence, l'Autriche leur cède plusieurs portions de Milanais, ainsi que la Sicile, promptement rééchangée contre la Sardaigne en 1720. C'est ainsi que les ducs de Savoie deviennent rois de Sardaigne à compter de cette date.

Entre 1796 et 1810, la France révolutionnaire et impériale réduit progressivement la marquetterie italienne à quatre entités. Premièrement, l'annexion et la départementalisation françaises sont successivement étendues à la Savoie, au Piémont, à Gênes, à Parme et au Latium romain. Deuxièmement, le nord-est du pays forme la République puis le royaume d'Italie, avec agrandissement sur le Trentin en 1810. Troisièmement, au sud, le royaume de Naples passe par les mains de Joseph Bonaparte, pour échoir en 1808 à Joachim Murat, l'époux de Caroline Bonaparte. Quatrièmement, en1805, Lucques est érigée en grand-duché indépendant pour Elisa Bonaparte.

De 1798 à 1814 toutefois, la flotte britannique maintient les monarques légitimes de Naples ou de Savoie en Sicile et en Sardaigne. Durant la période de l'occupation française, les rois sardes Charles-Emmanuel IV puis Victor-Emmanuel 1er peuvent ainsi continuer une gestion absolutiste dans leur refuge insulaire. De 1815 à 1821, Victor-Emmanuel 1er restaure ses prérogatives dans ses anciens Etats, auxquels le congrès de Vienne ajoute le littoral gênois, pour loyaux services rendus aux coalitions anti-françaises. A ce moment, le royaume de Sardaigne est privilégié par la diplomatie européenne : parmi les Etats indépendants d'Italie, il est en effet le seul à bénéficier d'agrandissements. L'Angleterre et l'Autriche tiennent résolument à le renforcer, afin de le constituer en bon garde-frontière, dans l'hypothèse d'un réveil de la France expansionniste[2].

Victor-Emmanuel 1er se prête parfaitement au rôle de sentinelle frontalière que lui attribuent les grands vainqueurs de Napoléon. Par son conformisme, ce souverain ne joue aucun rôle dans la formation du sentiment national italien. C'est pourtant pendant son règne que le patriotisme péninsulaire forge son noyau original, au sein des élites libérales. Le courant nationalitaire établit de fait son corps de doctrine en mêlant deux inspirations : au principe français de l'adhésion collective il ajoute l'affirmation romantique des identités culturelles, telle qu'elle s'est manifestée au crépuscule de l'Europe napoléonienne.

Au moment où l'italianisme renaissant, le Risorgimento, opère un déplacement de la production culturelle vers la pensée politique, Turin reste curieusement soumise

---

[2] J.B. Duroselle, *L'Europe de 1815 à nos jours*, Paris, PUF, Nouvelle Clio, 1964, p. 101 ; R. Muchembled, *Le XVIIIe siècle, 1715-1815*, Paris, Bréal, Grand Amphi 1994, pp. 326-328 ; A. et J. Sellier, *op. cit*., p. 46.

aux censures de l'Ancien Régime restauré. Conséquence : le nationalisme romantique éclôt dans les cercles savants de Milan et Florence, deux capitales où les Habsbourg entretiennent à l'occasion leur réputation de mécènes. Pourtant, le principal inspirateur du Risorgimento est bien un piémontais : il s'agit du poète Vittorio Alfieri.

Né à Asti en 1749, Alfieri s'est livré vers 1770 à un voyage de perfectionnement à travers l'Europe. Devenu ensuite un tragédien apprécié des turinois, il appelle au nationalisme culturel par deux traités : *De la Tyrannie* en 1779, puis *Du Prince et de la littérature* en 1786. A la manière du rhénan Johan Görres, il s'enthousiasme d'abord pour la Révolution française, avant d'opposer l'arme du nationalisme aux conquêtes proconsulaires du Directoire. En 1798, il publie notamment un recueil dont le titre évoque la revanche de Rome sur les gaulois cisalpins : Il Misogallo, « L'Antigaulois ».

Dans ses écrits politiques, Alfieri élabore le message de base du Risorgimento : il incite à la rénovation nationale par la cohésion culturelle, afin de préparer l'émergence mythique d'une Italie vertueuse, libre et unie. Au terme d'un itinéraire hautement idéaliste, il annonce ainsi l'avènement d'une troisième Rome, capable de succéder à celle des romains ou à celle des grands papes renaissants. Alfieri trouve là des accents comparables à ceux du Prussien Herder, lequel attend des intellectuels germaniques l'esquisse d'une troisième Allemagne, héritière de l'Empire ottonien et de la réforme luthérienne[3].

Eloigné des enseignements d'Alfieri, Victor-Emmanuel 1er est aussi étranger à la naissance italienne du nationalisme politique. Ce dernier apparaît en effet dans le royaume napolitain de Murat, alors que Victor-Emmanuel se terre en Sardaigne. A Naples, un indépendantisme anti-français est nourri dès 1807 par les sociétés secrètes de carbonari, des associations qui dérivent des loges maçonniques. Au lieu de briser ce mouvement, Murat tente de l'attirer à son service : à cette fin, il se rapproche en 1811 du patriote Cuoco, ce dernier préconisant la voie italienne vers le libéralisme politique.

Ensuite, Murat semble épouser la cause des carbonari : en 1814 et 1815, il louvoie entre Napoléon et François II d'Autriche, pour imposer l'indépendance d'une Italie unifiée. En mars 1815, il se dresse en rassembleur des Italiens par sa proclamation anti-autrichienne de Rimini. Lancée au cri de « l'indépendance et l'Italie », cette annonce est complétée par un *Hymne à l'indépendance*, que compose Rossini. Trop peu mobilisateur, Murat laisse sa vie dans l'aventure, mais les patriotes en font après coup un héros national. Le sacrifice de Murat insuffle d'ailleurs une détermination persistante aux Carbonari napolitains, qui déclenchent une révolution militaire en janvier 1820. Le chancelier Metternich doit négocier auprès de ses alliés pour organiser une intervention répressive de l'Autriche au sud de l'Italie : finalement, en mars 1821, les Autrichiens écrasent les Napolitains du général Pepe à Rieti, près de Rome.

Jusque là, le Royaume de Sardaigne et la Maison de Savoie n'apparaissent pas sur l'avant-scène du nationalisme romantique. Celui-ci gagne pourtant des adeptes, car Metternich a profité de la faiblesse espagnole au Congrès de Vienne pour redonner de l'élan aux ambitions italiennes de l'Autriche. Manifestées difficilement en 1713, 1738 et 1797, celles-ci consistent à faire de l'Autriche le pivot d'une construction de type ottonien, les Habsbourg de Vienne rêvant d'exercer un imperium simultané sur la Confédération germanique et sur un glacis italien.

En conséquence, Metternich traite l'Italie de 1815 en « simple entité géographique », pour y établir une forte présence autrichienne. Seuls trois Etats italiens

---

[3] E. Gellner, *Nation et nationalisme*, Paris, Payot, Bibliothèque historique 1989, pp. 143-144 ; J. Tulard, *Dictionnaire Napoléon*, Paris, Fayard 1989, pp. 948-949 ; P. Guichonnet, *L'unité italienne*, PUF, que sais-je ? 942, réed. 1993, pp. 6-8 et 28-29 ; G. Hermet, *Histoire des nations et du nationalisme en Europe*, Paris, Points, Seuil histoire, H 198, 1996, pp. 91-101 et 117-123 ; A. Soboul, *Dictionnaire historique de la Révolution française*, Paris, PUF 1989, pp. 780-781 .

conservent une apparence d'indépendance, malgré la surveillance locale de « partis autrichiens » : au centre Pie VII parvient à reconstituer les Etats de l'Eglise ; au nord, Victor-Emmanuel 1er de Savoie récupère le Royaume de Sardaigne ; au sud enfin, le Bourbon Ferdinand 1er retrouve le Royaume des Deux-Siciles. Inversement, au nord-est, le Royaume lombard-vénitien est ajouté aux possessions des Habsbourg de Vienne. De surcroît, dans les duchés centraux, l'emprise familiale des Habsbourg fait tâche d'huile, au lieu de rester cantonnée en Toscane : les Bourbon-Parme sont ainsi remisés à Lucques jusqu'en 1847.

Dans cette Italie sous domination autrichienne, la réaction absolutiste déborde les consignes prudentes de Metternich. Paradoxalement, ce dernier fait ménager les réformes napoléoniennes dans trois territoires soumis aux Habsbourg : le Lombard-vénitien, Parme et la Toscane. Ailleurs, les souverains restaurés précipitent le retour à l'Ancien Régime juridique, Victor-Emmanuel 1er montrant sans retenue l'exemple en Savoie et en Piémont. Globalement, à l'échelon de toute l'Italie, l'ambiance de réaction pousse les notabilités libérales vers l'opposition des sociétés secrètes. En conséquence, la charbonnerie napolitaine essaime sous des formes jumelles dans toute la Péninsule, avec les groupements de « Guelfi » dans les Etats de l'Eglise, et les sociétés « d'Adelfi » ou de « Federati » dans le nord. C'est quand ce montage en réseau devient enfin opérationnel, en 1821, que le duc Charles-Albert introduit le nationalisme au plus haut niveau de l'Etat sarde. Dès lors, le carloalbertisme constitue une issue possible pour les patriotes qui, à la manière des fichtiens allemands, assignent aux Etats des devoirs nationaux (cf. Johann Fichte, *Machiavel comme écrivain*, Koenigsberg 1805)[4].

• Charles-Albert et l'apprentissage du nationalisme d'Etat (1821-1849)

De novembre 1815 à octobre 1822, Metternich laisse la réaction déferler sur l'Europe, à l'ombre de la Quadruple Alliance (Autriche, Russie, Prusse, Angleterre, puis France après 1818). Grâce à l'activité des carbonari napolitains, le nationalisme italien se dresse en séditieux de la première heure contre le « système Metternich ». Au printemps de 1821, un patriotisme piémontais apparaît enfin au grand jour, mais comme l'ultime avatar d'une fièvre qui aurait secoué tout l'appareil international du carbonarisme. De même que l'indépendance états-unienne avait innervé la Révolution française, la guerre d'indépendance latino-américaine alerte successivement les charbonneries d'Espagne, de Naples et du Piémont. Les trois confréries secrètes sont en effet opposées à des souverains qui ont brimé, dès leur restauration, les anti-napoléoniens libéraux.

En Espagne, Ferdinand VII a révoqué la constitution que les députés indépendantistes avaient votée à Cadix, en 1812. Oncle de Ferdinand VII, Ferdinand 1er de Naples n'est pas demeuré en reste : il a annulé la constitution qu'il avait cédée aux siciliens, toujours en 1812. Quant à Victor-Emmanuel 1er, il s'est empressé de substituer les « Constitutions royales de 1770 » aux améliorations préfectorales de l'Empire français.

Le maillon faible de cette triple réaction se constitue autour de Cadix, où Ferdinand VII concentre dès 1816 des troupes, dans l'espoir d'une expédition contre les indépendantistes latino-américains. Faute de navires de transport, l'armée de reconquête reste en Andalousie, où elle croupit dans la misère : née en 1818 sur le modèle napolitain, la charbonnerie espagnole y recrute des adeptes. En janvier 1820, des

[4] C. Ambrosi, *L'Europe de 1789 à1848*, Paris, PUF, Le fil des temps, 1972, pp. 209-211 ; I. Bibo, *Misère des petits états d'Europe de l'Est*, Paris, réed. Albin Michel, Idées, 1993, pp. 39-42 ; C. Brice, *Histoire de l'Italie*, Paris, Hatier, Nations d'Europe, 1992, pp. 313-321 ; Y. Buffetaut, *Joachim Murat, maréchal d'Empire et roi de Naples*, Paris, Les Grandes Destinées, n° 4, 1994, pp. 64-68 ; J.B; Duroselle, *L'Europe. Histoire de ses peuples*, Paris, Perrin, 1990, pp. 409-411.

officiers comploteurs réussissent à soulever leurs régiments, sous la conduite du colonel Riego. Ce dernier impose à Ferdinand VII la constitution gaditane de 1812, jusqu'en septembre 1823, date à laquelle une invasion française anéantit l'expérience constitutionnelle. De juillet 1820 à mars 1821, les carbonari napolitains imitent leurs émules ibériques : conduits par le général Pepe, ils instaurent la constitution espagnole de 1812 dans le Royaume des Deux-Siciles. Ils lâchent prise à leur tour, lorsqu'une armée autrichienne sort du Lombard-Vénitien pour les submerger.

L'avènement de l'espoir carloalbertiste intervient alors que le sursaut napolitain du général Pepe entre dans sa phase critique. De fait, les sociétés secrètes du Piémont attendent décembre 1820 pour envisager de reproduire chez elles l'exemple de Naples. Or, à ce moment, le principe d'une intervention autrichienne au sud de l'Italie est déjà validé par la Russie et par la Prusse. Il est clair que les Adelfi de Turin et les carbonari d'Alexandrie hésitent à déclencher un coup de force constitutionnaliste contre Victor-Emmanuel 1er, car la situation est porteuse de risques très lourds.

Cette indécision est entretenue par les troupes que Metternich masse en Milanais, avant de les engager au sud. D'un côté, ces préparatifs indisposent l'humeur altière de l'armée piémontaise, mais de l'autre, ils paralysent les officiers libéraux, en leur inspirant la crainte justifiée d'une invasion rapide. Finalement, en décembre 1820, il faut une tournée des patriotes lombards dans les Etats voisins pour que les conjurés piémontais passent à l'acte, avec la promesse d'un soulèvement milanais sur les arrières autrichiennes[5].

La conjuration piémontaise prend définitivement tournure en janvier 1821, quand Victor-Emmanuel 1er dresse sa soldatesque contre des étudiants qui arborent le béret rouge, signe d'émancipation. Les conjurés se rassemblent alors derrière le comte Santore di Santarosa, qui prend contact avec le duc de Carignan Charles-Albert, en vue d'une substitution dynastique. Cousin éloigné de Victor-Emmanuel 1er, Charles-Albert appartient à la branche cadette des Savoie-Carignan, formée au XVIIe siècle par le prince Thomas de Carignan. Charles-Albert se trouve en deuxième position pour la prétendance au trône turinois, derrière Charles-Félix, le frère puîné du roi régnant.

Charles-Albert à été initié à la philosophie des Lumières par son père, avant d'étudier à Paris et Genève, sous la férule de maîtres libéraux. Rentré à Turin sous une Restauration qui le brime, il affecte l'attitude classique du grand aristocrate frondeur, en sympathisant occasionnellement avec les membres des sociétés secrètes. C'est pourquoi il finit par incarner l'espoir d'une libéralisation dans les milieux carbonari du Piémont. Pour les patriotes, Charles-Albert doit au minimum ouvrir une transition pacifique vers le constitutionalisme local, suivant l'exemple récent des souverains d'Allemagne méridionale (Bade, Bavière, Saxe-Weimar et Wurtemberg). En cas de réaction agressive de l'Autriche, Charles-Albert est même pressenti pour prendre la tête d'une vraie guerre de libération nationale[6].

Le 6 mars 1821, Santarosa pousse Charles-Albert à la médiation auprès de Victor-Emmanuel 1er, afin d'étudier l'octroi d'une constitution, ainsi que la possibilité d'une guerre préventive contre l'Autriche. Charles-Albert temporise mais, le 11 mars, le colonel Ansaldi place la forteresse d'Alexandrie en état de rebellion, le tricolore de 1796 étant hissé sur l'édifice. Le lendemain, le soulèvement gagne une partie des troupes turinoises. Dans la nuit du 12 au 13 mars, Victor-Emmanuel 1er juge plus

---

[5] A. Dulphy, *Histoire de l'Espagne*, Paris, Hatier, Nations d'Europe, 1992, pp. 273-274 ; F. Ponteil, *L'éveil des nationalités et le mouvement libéra*l*, 1815-1848*, Paris, PUF, Peuples et civilisations, 1968, pp. 127-130.

[6] F. Ponteil, *op. cit*., n.5, pp. 131-132 ; R. Rémond, *Le XIXe siècle, 1815-1914*, Paris, Points, Seuil histoire H 13, 1974, p. 41 ; M. Tacel, *Restauration*, révolutions, nationalités, 1815-1870, Paris, Masson, réed. 1989, p. 136 ; s/d J.L. Voisin, *Dictionnaire des personnages historiques*, Paris, Livre de Poche 1995, p. 231.

prudent d'abdiquer en faveur de son frère Charles-Félix, alors en visite à Modène. Par sa manoeuvre, le roi espère susciter un vide gouvernemental pour inciter l'Autriche à l'invasion : d'ailleurs, avant de se retirer, le démissionnaire offre la régence à Charles-Albert, dont il connaît l'impréparation politique.

Charles-Albert confie le gouvernement à Santarosa et il réunit une junte provisoire qui fait fonction de préparlement. Le 15 mars, il instaure officiellement la constitution espagnole. Toutefois, il est déjà tiraillé entre les conservateurs qu'il veut rassurer, et les radicaux qui préparent une action d'aide militaire aux patriotes milanais. Le dilemme est de courte durée car, dès le 17 mars, Charles-Félix dénie toute validité à l'autorité de Charles-Albert. Depuis Modène, Charles-Félix délègue au général de La Tour le soin de former une lieutenance générale à Navare, avec l'ordre de rassembler les régiments loyalistes dans cette ville. Les Autrichiens fournissent en outre un renfort de 15 000 hommes.

Sommé de rejoindre de La Tour, Charles-Albert s'exécute secrètement dans la nuit du 20 au 21 mars. Abandonné par les officiers supérieurs, Santarosa forme une armée constitutionnaliste qui marche sur Navare. Les régiments libéraux sont écrasés par les Austro-absolutistes aux abords de cette place, le 8 avril 1821. Le lendemain et le surlendemain, Turin et Alexandrie sont successivement reprises. Le corps autrichien stationne en Piémont jusqu'en octobre 1823, et Charles-Félix s'appuie sur lui pour exercer une répression impitoyable. Si l'état-major de Santarosa parvient à s'exiler, les patriotes de second rang subissent les exécutions, le bagne ou la déportation dans les geôles autrichiennes. Le journaliste piémontais Silvio Pellico endure ainsi neuf ans de *carcere duro* au Spielberg, près de Brno. En 1832, deux ans après sa grâce, il sensibilise le lectorat international à la férocité des représailles autrichiennes, en publiant *Mes prisons*, un récit autobiographique. Ce livre contribue grandement à renforcer les sentiments anti-princiers du Gênois Mazzini, le fondateur du nationalisme républicain en Italie[7].

Durant ses dix années de règne, Charles-Félix mène une politique résolument austrophile. Le Royaume de Sardaigne sombre alors dans l'atonie, si bien que l'Italie centrale concentre les troubles de 1830-1831. Favorisé par le décès du pape anti-carbonaro Pie VIII, le mouvement est lancé en février 1831 à Modène, par l'homme d'affaires Menotti. Le soulèvement touche Modène, Parme et les Légations pontificales, mais son municipalisme désavantage la tendance qui souhaite former des « Provinces unies italiennes ». Appelés par le nouveau pape Grégoire XVI, les Autrichiens anéantissent la rébellion en mars 1831. Soucieuse d'écorner le monopole protecteur que Metternich exerce sur le Saint-Siège, la France de Louis-Philippe surenchérit d'ailleurs : elle occupe le port adriatique d'Ancône, entre 1832 et 1838.

C'est après ce nouvel échec insurrectionnel que Charles-Albert accède enfin au trône turinois, en avril 1831. Le prince traverse alors une phase de conservatisme qu'il a inaugurée dès les lendemains de sa régence avortée; afin d'obtenir le pardon de Metternich. Dès 1823, Charles-Albert a participé à l'expédition française contre l'Espagne de Riego. Une fois sur le trône, il évoque avec ses confidents « la libération de l'Italie », comme l'atteste son Journal intime. Toutefois, après le débarquement français à Ancône, il interprète les offres de protection de la France comme une incitation à l'agitation carbonara dans ses états. C'est pourquoi il préfère conclure une alliance avec l'Autriche.

De 1831 à 1834, il s'emploie parallèlement à réprimer les coups de main que l'exilé Mazzini dirige sur son royaume, à partir du sud-est français : plusieurs

---

[7] S. Berstein et P. Milza, *Nationalismes et concert européen, 1815-1919*, Paris, Hatier, Histoire de l'Europe, vol. 4, 1992, p. 20 ; F. Landogna, *Histoire de l'Italie*, Paris, Fayard, Les temps et les destins, 1962, pp. 235-236 ; F. Ponteil, *op. cit*., n.5, p. 144.

condamnations à mort sont d'ailleurs prononcées contre les conjurés. A l'extérieur, Charles-Albert affiche la même orientation réactionnaire : entre 1833 et 1840, il aide ouvertement les carlistes, les absolutistes espagnols qui combattent la nouvelle régence constitutionnaliste de Madrid. C'est au début de cette période très difficile pour le patriotisme piémontais que Jean Giono place l'intrigue de son *Hussard sur le toit*, un roman publié en 1958[8].

Refoulé du Piémont par Charles-Albert, l'activisme mazzinien s'étiole sur ses bases de Marseille, Lyon et Genève. Pourtant, il joue un rôle fondamental dans la maturation du patriotisme italien. Tout d'abord parce qu'en 1831, la Jeune Italie de Mazzini vient relayer le carbonarisme aux abois : très vivace jusqu'en 1857, le nouveau mouvement assigne à la Troisième Rome du Risorgimento la mission de réaliser l'Europe des Nations républicaines. Honnie par les partisans de Charles-Albert, la doctrine mazzinienne leur insuffle pourtant une conviction volontariste : « l'Italia fara da se », l'Italie se fera d'elle-même, sans aide étrangère.

En outre, entre 1831 et 1834, le mazzinisme attire deux Piémontais dont les initiatives ultérieures s'avèrent déterminantes : le Niçois Garibaldi et le Turinois Gioberti. Capitaine de marine, le premier forme une légion de patriotes italiens qui participe à des soulèvements libéraux en Amérique latine, de 1836 à 1848. Prêtre catholique, le second publie en 1843 à Bruxelles son *De la supériorité civile et morale des Italiens*. Dans cet ouvrage, Gioberti systématise un espoir qui anime les patriotes modérés depuis 1836, à savoir la formation d'une Confédération italienne, moralement dirigée par le pape et militairement défendue par le roi de Sardaigne[9].

Les propositions giobertiennes rencontrent immédiatement un écho favorable auprès des élites italianistes de la Péninsule. Ce succès inquiète les réformateurs carloalbertistes, car il risque de les marginaliser. D'ailleurs, tandis que Charles-Albert contribue à laminer le mazzinisme, le grand-duc Léopold II de Toscane multiplie les signes de tolérance à l'égard des patriotes. Comme au XVIIIe siècle, la culture florentine tend à faire oublier le poids militaire de la Sardaigne. Dès 1841, par le plan Mamiami, les progressistes du gouvernement sarde attirent l'attention de Charles-Albert sur la désaffection que lui vouent les nationalistes dynastiques. Dès lors, le roi ne se préoccupe plus exclusivement de réformer son administration intérieure.

En 1843, après avoir écarté ses conseillers metternichiens, Charles-Albert opte pour l'audace diplomatique face à l'Autriche : il engage notamment une politique d'entente commerciale et ferroviaire avec la France. Au plan intellectuel, une riposte au giobertisme est échaffaudée par un vieil ami du souverain : le comte Cesare Balbo. En 1844, dans son livre *Des espérances de l'Italie*, Balbo explique qu'aucun projet confédéral n'est possible tant que l'Autriche tient le Lombard-Vénitien. Seule la Maison de Savoie dispose de l'armée nécessaire à la libération de Milan et de Venise. Proche de Balbo, le marquis d'Azeglio publie en 1846, *Les Derniers Evénements de Romagne*. Dans cet ouvrage, il dépeint l'archaïsme de l'administration pontificale et l'irréalisme du patriotisme insurrectionnel. Comme issue salvatrice, il suggère d'introduire dans tous les Etats italiens les réformes que Charles-Albert a commencées dans son propre royaume[10].

---

[8] J.C. Caron et M. Vernus, *L'Europe au XIXe siècle, des nations aux nationalismes, 1815-1914*, Paris, Colin U, 1996, pp. 128-129 ; A. Lelorrain, *Histoire du monde de 1789 à1918*, Paris, Larousse, 1995, pp. 166-167 ; E. Mension-Rigau, *Le hussard sur le toit, vaincre le choléra et unifier l'Italie*, dans Revue Historia n° 587, nov. 1995, pp. 12-13 ; P. Renouvin, *Histoire des relations internationales de 1815-1871*, Paris, Hachette, HRI, tome 5, 1954, pp. 74-75.

[9] M. Ostenc, *Garibaldi* dans J. Tulard, *Dictionnaire du Second Empire*, Paris, Fayard 1995, pp.556-557 ; J. L. Robert, *Le XIXe siècle*, Paris, Bréal, Grand Amphi 1997, p. 137.

[10] F. Ponteil, *L'éveil des nationalités..., op. cit.*, n.5, pp. 370-371 ; Y. Santamaria et B. Waché, *Du printemps des peuples à la Société des nations*, Paris, La Découverte, 1996, p. 49.

Les carloalbertistes sont ainsi engagés dans la reconquête d'une clientèle italienne lorsqu'ils sont pris de court par le Printemps des Peuples. En Italie, ce dernier est amorcé dès juin 1846 par la mort du pape Grégoire XVI. Très divisés, les cardinaux remplacent le défunt par Pie IX, un modéré connu pour ses intercessions en faveur des patriotes, lorsqu'il était prélat. Admirateur de Gioberti, Pie IX s'engage dès juillet 1846 dans la libéralisation des Etats de l'Eglise. Dès lors, Charles-Albert doit courir après la popularité, en se présentant comme le garant militaire de l'insoumission à l'Autriche.

En août 1847, quand Metternich fait occuper en guise d'avertissement la ville pontificale de Ferrare, les manifestations giobertistes submergent la Péninsule. Comme Léopold II de Toscane les accueille favorablement, à Turin, le prince-héritier Victor-Emmanuel force son père à agir. Il fait irruption au Conseil de la couronne pour y annoncer qu'il tient à la disposition du pape « l'épée du Piémont ». En octobre 1847, comme Charles-Albert assouplit la censure, Balbo s'associe avec l'économiste Cavour pour lancer le journal turinois *Il Risorgimento*. Sans ambages, cette feuille appelle les Italiens à rejoindre le Piémont dans la conquête du Lombard-Vénitien. Comme le feld-maréchal Radetsky devient de plus en plus menaçant à Milan, Charles-Albert négocie avec Rome et Florence une union douanière : cette entente tourne à l'alliance militaire en décembre 1847[11].

En février-mars 1848, les chutes successives de Louis-Philippe et de Metternich enclenchent un processus de révolution générale. A Turin, les manifestants poussent Balbo à la tête du ministère : le 5 mars, la nouvelle autorité promulgue le *Statuto*, une constitution inspirée de la Charte française de 1830. Les 17 et 22 mars, Milan et Venise s'insurgent, si bien que Radetsky doit se retirer sur les fortifications de Mantoue. Balbo et Cavour appellent alors à la guerre de libération. en arborant le tricolore à la croix savoyarde, Charles-Albert s'y essaie du 24 mars au 9 août 1848, puis du 12 au 23 mars 1849. Finalement, Radetsky pulvérise l'armée piémontaise à Navare. Charles-Albert abdique sur le champ de bataille en faveur de son fils Victor-Emmanuel II. Le carloalbertisme a échoué mais, en juillet 1849, après que les Français aient brisé la République romaine de Mazzini, le Royaume de Sardaigne n'a plus de concurrents dans la protection étatique des patriotes : il est enfin positionné au centre du mouvement national[12].

• Le victoremmanuelisme, ou l'unification par la puissance (1849-1870)

Après l'échec des révolutions de 1848, une chape réactionnaire retombe sur l'Italie, tandis que les Autrichiens et les Français maintiennent une occupation durable, les premiers dans les duchés et les légations, les seconds à Rome. Dans ce climat, le Royaume de Sardaigne affiche seul une mansuétude envers les nationalistes et les libéraux. A Navare, Victor-Emmanuel II a assuré à Radetsky qu'il neutraliserait les révolutionnaires sardes : c'est pourquoi il liquide une rebellions des radicaux gênois en avril 1849. Néanmoins, comme il accepte d'accueillir des patriotes en fuite, il transmue le mythe carloalbertiste en victoremmanuelisme, glanant au passage le surnom de « Re galante ».

Au demeurant, de mai 1849 à novembre 1852, le roi confie prudemment le pouvoir au modéré Massimo d'Azeglio. Ce dernier stabilise d'emblée le nouveau règne. Il étouffe prudemment les démonstrations belliqueuses des patriotes revanchards, mais

---

[11] P. Guichonnet, *L'Unité italienne*, *op. cit*., n.1, pp. 49-51 ; J. C. Lescure (avec A. Guillaume et S. Michonneau), *L'Europe des nationalismes aux nations, Italie, Espagne, Irlande*, Paris, SEDES, Regards sur l'histoire n° 108, pp. 14-16.

[12] S. Berstein et P. Milza, *Histoire du XIXe siècle*, Paris, Hatier, Initial 1994, pp. 177, 179,180, 184, 185 ; C. Brice, *Histoire de l'Italie*, *op. cit*., n.4, pp. 336-340 ; R. Girault, *Peuples et nations d'Europe au XIXe siècle*, Paris, Hachette sup. 1996, p. 139.

il résiste fermement aux intimidations des absolutistes, en maintenant le *Statuto* de mars 1848. Enfin, grâce à l'élection anticipée d'une Chambre modérée, le chef du gouvernement peut signer la paix définitive avec l'Autriche, en janvier 1850.

En octobre 1850, bravant la méfiance de son souverain, d'Azeglio confie le ministère de l'Agriculture, du Commerce et de la Marine à Camillo Benso Cavour. Comme d'Azeglio entend prolonger les réformes intérieures de Charles-Albert, il a logiquement besoin de Cavour pour assurer le volet ferroviaire et industriel de la rénovation piémontaise. Toutefois, en 1852, des dissensions apparaissent entre les deux hommes au sujet du rythme à donner aux réformes politiques : Cavour perd ainsi son portefeuille du Commerce en mai, mais, en novembre, Victor-Emmanuel le substitue à d'Azeglio. Fort de cette promotion soudaine, Cavour entame une longue présidence du Conseil : il dirige en effet le ministère sarde jusqu'à sa mort en juin 1861, en ne s'interrompant qu'une fois, entre juillet 1859 et janvier 1860[13].

Moins anticlérical que son prédécesseur, Cavour préconise en revanche un libéralisme plus systématique, avec un sens aigu des stimulants qui unissent le parlementarisme et l'esprit d'entreprise. Grand aristocrate piémontois, le comte de Cavour hérite cette cohérence doctrinale des origines genevoises de sa mère. En outre, il s'est amplement familiarisé avec l'économie politique en servant dans le génie militaire, avant de voyager en France et en Angleterre. Dans ces pays plus avancés, Cavour est devenu un apôtre du développement national par le crédit et le ferroviaire. En mai 1846, il s'est ainsi inspiré de l'économiste wurtembergeois Friedrich List pour écrire, dans la *Revue nouvelle*, que le chemin de fer userait « les forces retardatrices », tout en encourageant « l'esprit de nationalité italienne ».

Une fois président du Conseil, Cavour répudie le mot d'ordre mazzinien et carloalbertiste « l'Italia fara da se ». Il oriente délibérément le Royaume sarde vers une politique de puissance intérieure, en respectant le cadre constitutionnel, et en gagnant du poids sur l'échiquier européen, afin d'y impressionner d'éventuels alliés. Avec l'aide de capitaux franco-britanniques (Banque Rotschild et groupe Baring and Hambro), Cavour dote son pays de deux banques saint-simoniennes : la Caisse de Turin et le Crédit mobilier des Etats sardes. Il mobilise ainsi l'épargne intérieure et parvient à transformer son pays en locomotive économique : en 1859, le Piémont réalise un tiers du commerce italien, avec une première place péninsulaire pour le port de Gênes. Le royaume sarde dispose maintenant de 800 km de voies ferrées et d'une industrie dynamique[14].

Cavour s'appuie sur ces progrès matériels pour subordonner le mouvement patriotique à son action gouvernementale. L'impression de force que génère l'industrialisme permet d'attirer les nationalistes en territoire sarde : Cavour amplifie d'ailleurs cette concentration par l'octroi de garanties civiques aux proscrits des autres Etats péninsulaires. En 1856, l'alliance de la cause italienne avec le modernisme cavourien est symboliquement scellée par Garibaldi, quand le condottiere vient s'installer au large de la Sardaigne, dans l'île de Caprera. En 1857, en Sicile, les paysans massacrent le commando républicain de Carlo Pisacane. De nombreux mazziniens renoncent alors au putschisme, pour rejoindre le victoremmanuelisme. Provoqué depuis Paris par le Vénitien Daniele Manin, ce ralliement débouche sur la création de la Société nationale italienne. Avec pour devise « Italie et Victor-Emmanuel », cette organisation essaime dans toute la Péninsule.

---

[13] C. Brice, *Histoire de l'Italie*, *op. cit*., n.4 ; C.H. Pouthas, *Démocraties et capitalisme*, 1848-1860, Paris, PUF, Peuples et civilisations, 1948, pp. 558-561.

[14] M. Ostenc, *Cavour*, dans J. Tulard, *Dictionnaire du Second Empire*, *op. cit*. pp. 250-251 ; P. Renouvin, *Histoire des relations...,* 1954 tome 5, *op. cit*., n.8, p. 144 ; S. Romano, *Histoire de l'Italie du Risorgimento à nos jours*, Paris, Points, Seuil, H 27, pp. 17-19 .

Hors Piémont, elle milite dans les grandes villes : là, elle recrute des libéraux pour en faire des administrateurs camouflés. Elle prépare ainsi le terrain à une conquête sarde. Au plan de la propagande, l'action de la Société nationale est relayée par les opéras patriotiques de Verdi. Alors au sommet de sa gloire musicale, le compositeur parmesan donne en effet les lettres de son nom aux inscriptions victoremmanueliste qui fleurissent sur les murs italiens : « Victor-Emmanuele, Re D'Italia »[15].

Dès que la force piémontaise semble suffisamment rétablie en Italie, Cavour recherche l'appui des puissances pour gagner les bonnes grâces de Londres et Paris, il engage 21 000 combattants sardes dans la Guerre de Crimée. Sa contribution n'émeut guère l'Angleterre, qui craint de perturber les équilibres européens de 1815. En revanche, grâce à l'appui des italianophiles parisiens, Cavour éveille la sympathie de Napoléon III, ce dernier considérant le découpage européen de 1815 comme un outrage asséné à la France et aux Bonaparte.

En mars 1856, lorsque le congrès de Paris clôt diplomatiquement la guerre de Crimée, Cavour prend la parole pour dénoncer l'agressivité de l'Autriche en Italie. Napoléon III lui révèle alors son intention d'intercéder en faveur des Italiens. Croyant tenir la promesse d'une guerre d'indépendance soutenue par la France, Cavour écrit immédiatement à d'Azeglio : « le canon seul peut nous tirer d'affaire ». Pourtant, Napoléon III hésite très longuement : il craint de perdre l'amitié de l'Angleterre, tout en ménageant l'attachement de son opinion catholique au statu quo péninsulaire.

Finalement, en janvier 1858, l'attentat manqué d'Orsini contre l'empereur des Français précipite l'intervention de la France. En mars 1858, Napoléon III peaufine un projet de confédération italienne, dont la co-direction reviendrait à Pie IX et à Victor-Emmanuel II. Dans ce plan, la France retrouverait ses annexions révolutionnaires en Savoie et en Pays niçois, tandis que l'Italie serait partagée en quatre Etats. Pie IX serait cantonné sur Rome et sur le Latium. L'Italie du Nord reviendrait à Victor-Emmanuel, l'Italie centrale irait au prince Napoléon-Jérôme (cousin de Napoléon III) et les Deux-Siciles seraient remises à Louis Murat (fils de l'ex-roi de Naples).

Menée d'avril 1859 à octobre 1860, la guerre cavourienne de libération aboutit à un résultat imprévu. L'armée de Napoléon III aide à enlever le Milanais aux Autrichiens, mais les menaces militaires de la Prusse l'obligent à renoncer à la Vénétie. La Société nationale mêle l'insurrection et le plébiscite pour rattacher les duchés au Piémont. Garibaldi conquiert les Deux-Siciles, puis Victor-Emmanuel enlève au pape les Légations, de même que l'Ombrie. En dépit de son appui incomplet, Napoléon III annexe Nice et la Savoie par consultation plébiscitaire. En février 1861, cinq mois avant le décès de Cavour, un premier parlement national confère à Victor-Emmanuel II le titre de roi d'Italie.

De 1861 à 1870, tandis que Garibaldi effectue des coups de main dans le Trentin, en Sicile et à Rome, les gouvernements post-cavouriens travaillent au rattachement de Venise et de Rome. La Vénétie est acquise durant l'été 1866, pour prix d'un engagement guerrier aux côtés de la Prusse, contre l'Autriche. L'annexion de la Ville éternelle semble en revanche inaccessible : en novembre 1867, le général français de Failly disloque fermement un soulèvement romain des garibaldiens. Il faut attendre la capitulation impériale de 1870 pour que la France renonce à occuper la Cité de Saint-Pierre : dès le 20 septembre 1870, le général Cadorna y entre en vainqueur, en balayant l'ultime résistance des zouaves pontificaux.

Finalement forgée par un Piémont militarisé, l'unité italienne est intellectuellement prolongée par le nationalisme irrédentiste. Avant d'orienter l'Italie vers des conquêtes en Afrique du Nord-Est, l'irrédentisme puise dans le passé vénitien

---

[15] S. Berstein et P. Milza : *Nationalismes et concert..., op. cit*., n.7, pp.110-111 ; F. Landogna, *Histoire d'Italie, op. cit*., n.7, p. 297.

ou napoléonien pour disputer trois provinces à l'Autriche-Hongrie : l'Istrie, la Dalmatie et le Trentin-Haut Adige. Réussie, la conversion cavourienne vers le nationalisme de puissance porte en germe les sacrifices italiens de la Première guerre mondiale[16]

Durant la première moitié du XVIIIe siècle, la Maison de Savoie conforte son assise territoriale en Italie du Nord, grâce au soutien qu'elle apporte aux visées péninsulaires de l'Autriche. Après le règne relativement éclairé de Charles-Emmanuel III (1730-1773), le nouveau royaume de Sardaigne s'intéresse peu à la renaissance culturelle de l'Italie. Né à Asti, l'écrivain risorgimentiste Vittorio Alfieri rencontre peu d'échos à la cour de Turin. A la veille de la Révolution française, tandis que Victor-Amédée III perfectionne son armée, l'italianisme préfère briller à Florence.

L'occupation française enfonce un peu plus la dynastie dans son austrophilie et son traditionalisme. De 1796 à 1831, les trois fils de Victor-Amédée se succèdent sur le trône pour y combattre simultanément l'influence française et le libéralisme (règnes de Charles-Emmanuel IV, Victor-Emmanuel 1er et Charles-Félix). La vocation italianiste du Piémont-Sardaigne n'émerge que sous Charles-Albert. Après l'échec de sa régence de 1821, ce dernier semble d'abord régner pour prolonger les habitudes austrophiles, même s'il s'attelle dès 1831 à la modernisation intérieure.

Il faut que le nationalisme dynastique se retourne vers le pape ou le grand-duc de Toscane pour qu'un courant nationaliste se structure réellement autour d'une doctrine carloalbertiste. Mythifié par le baptême du feu contre l'Autriche en 1848 et 1849, le carloalbertisme est méthodiquement prolongé par Victor-Emmanuel II. Ce souvenir est motivé par le ministre Cavour, qui industrialise le Piémont, tout en tissant un réseau victoremmanueliste à travers toute l'Italie.

En outre, Cavour parvient à attirer sur l'Italie l'essentiel des recompositions européennes que tente Napoléon III. Débordée par les complicités péninsulaires dont dispose Cavour, l'intervention française de 1859 suscite ainsi l'unification italienne, alors que ses mobiles initiaux restaient plus modestes. Toutefois, la réussite du cavourisme s'accompagne d'une mutation perverse, puisqu'elle transforme l'indépendantisme carloalbertiste en nationalisme annexionniste, une tendance qui se renforce dans les cercles italianissimes, après la mort en 1878 de Victor-Emmanuel II[17].

---

[16] J.C. Caron et M. Vernus, *L'Europe..., op. cit*., n.8, pp. 136-139 et 144-145 ; L. Girard, *Napoléon III*, Paris, réed. Hachette pluriel 1993, pp. 280-299 ; R. Girault, *Peuples et nations..., op. cit*., n.12, pp. 157 à 162 et 173 ; M. Isenghi, *La Première Guerre Mondiale*, Florence, Casterman, Giunti 1993, pp. 32-35, 102, et 145-149 ; G. Procacci, *Histoire des Italiens*, Paris, Fayard 1970, p. 302.

[17] C. Brice, *L'unité italienne à marche forcée*, dans Revue l'*Histoire* n° 201, *L'explosion des nationalismes*, juillet, août 1996, pp. 48-53 ; J.C. Caron et M. Vernus, *L'Europe..., op. cit*., n.8, pp. 314-318 ; P. Milza, *Les fascismes*, Paris, Pints, Seuil H 147, 1991, pp. 28-37 et 72-73 ; J. Tulard, *L'Empereur Napoléon III un Européen convaincu*, dans revue *Historia* spécial n° 37, septembre 1995.